

Alma Mater Studiorum Università di Bologna
Archivio istituzionale della ricerca

Politiques de la société civile

This is the final peer-reviewed author's accepted manuscript (postprint) of the following publication:

Published Version:

Charlotte Moge, Panvini Guido, Pauline Picco (2019). Politiques de la société civile. LABORATOIRE ITALIEN, 22, 1-10 [10.4000/laboratoireitalien.2553].

Availability:

This version is available at: <https://hdl.handle.net/11585/738146> since: 2020-02-27

Published:

DOI: <http://doi.org/10.4000/laboratoireitalien.2553>

Terms of use:

Some rights reserved. The terms and conditions for the reuse of this version of the manuscript are specified in the publishing policy. For all terms of use and more information see the publisher's website.

This item was downloaded from IRIS Università di Bologna (<https://cris.unibo.it/>).
When citing, please refer to the published version.

(Article begins on next page)

Politiques de la société civile

Charlotte Moge, Guido Panvini, Pauline Picco

Merci à Jean-Claude Zancarini pour son soutien et ses précieux conseils.

De 1969 à 1992, l'Italie a connu des épisodes de violences provoquées par les terroristes d'extrême droite, qui ensanglantent la péninsule dès 1969 par leurs attentats à la bombe, puis par certains militants d'extrême gauche qui choisissent la lutte armée et mènent de nombreuses actions sanglantes à partir du milieu des années 1970. Au cours des années 1980, les terrorismes et les formes de violence politique diffuses, qui ont connu leur apogée à la fin de la décennie précédente dans le nord et le centre de la péninsule¹, sont peu à peu défaits par la réaction des institutions démocratiques et diverses formes de mobilisation venant de la société civile. Mais parallèlement, dès la fin des années 1970, le sud du pays est aux prises avec le phénomène mafieux : la violence endémique qui caractérise les conflits internes aux organisations de la criminalité organisée se retourne contre certains représentants de la République, comme si les mafias avaient profité de l'affaiblissement des institutions pour les frapper au cœur. L'adoption par la criminalité mafieuse de pratiques terroristes (attentats à la voiture piégée, fusillades à l'arme lourde) a longtemps été interprétée comme un effet de transfert et de circulation des répertoires d'action entre terrorisme et mafia. Or, le recours à ces actes criminels typiques des guerres de mafia pour frapper les nouvelles cibles que sont les représentants des institutions vise avant tout à affirmer la puissance de l'organisation mafieuse et tenter ainsi de freiner l'avancée répressive de l'État.

Il nous a semblé que dans l'analyse de ces moments où la société italienne a dû faire face à ces diverses offensives violentes et où, globalement, la démocratie a tenu et fait face, les réactions de la société civile n'ont que trop rarement été considérées². Les réflexions politiques et historiographiques se sont concentrées sur l'étude du phénomène des terrorismes et de la criminalité organisée et sur les réponses politiques et institutionnelles – notamment les mesures adoptées en matière de lutte contre le terrorisme ou la mafia. C'est pour combler ce vide historiographique que nous avons choisi de consacrer ce numéro aux mobilisations citoyennes afin de comprendre comment la société civile italienne a réagi face aux violences politiques et mafieuses. Si nous prenons garde à distinguer violence politique armée, terrorisme³ et violence mafieuse, notre hypothèse est que, au-delà des différentes réalités territoriales, ces violences ont suscité au sein de la société civile italienne des formes de résistances aux caractéristiques communes, qui s'inscrivent dans une tradition de contestation, mais « sans recourir à la violence »⁴. Contrairement à ce que l'on peut observer en Asie ou en Amérique latine, la mobilisation citoyenne italienne se distingue donc par sa dimension pacifique. Les liens sociopolitiques entre les vagues de protestation apparaissent et mettent en évidence la continuité des acteurs qui entrent en scène et s'engagent à la faveur de cette saison de mobilisation qui, du refus de la violence terroriste aux mouvements antimafia, traverse la société italienne. Face à la répétition des attaques, la mobilisation prend de l'ampleur et, au terme du cycle violent, acquiert une dimension de masse. L'histoire de l'Italie républicaine a connu, bien avant les années 1970, une intense saison de mobilisations collectives. L'antifascisme, véritable creuset de l'identité républicaine, et le souvenir de la Résistance ont représenté un socle politique commun aux forces politiques composant l'arc constitutionnel, au-delà des divergences d'interprétation et des conflits entre partis⁵. Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, les syndicats ont utilisé la mémoire de la lutte pour la Libération comme une ressource politique pour dénoncer la campagne d'attentats et d'assassinats mafieux visant des représentants syndicaux et des travailleurs⁶. La réponse

populaire au massacre de piazza Fontana du 12 décembre 1969 s'inscrit dans cette tradition et l'antifascisme, décliné sous diverses formes, redevient dans les années 1970 un facteur décisif de la mobilisation collective⁷. Les violences politiques, terroristes et mafieuses apparaissent donc comme un danger pour la république et la réactivation de l'antifascisme, valeur de cohésion nationale, confère de fait aux victimes le statut spécial – d'autant plus fédérateur s'il s'agit de représentants de l'État – de défenseurs de la démocratie.

Le croisement entre les questions liées aux terrorismes et aux mafias apparaît clairement dans les contributions des auteurs, français et italiens, issus de différentes générations et de disciplines diverses. Nando dalla Chiesa et Benedetta Tobagi ont été sollicités en qualité de chercheurs, témoins et acteurs des mobilisations citoyennes contre la mafia et le terrorisme. Ottavia Nicolini, philosophe spécialiste d'Hannah Arendt et enseignante dans le secondaire, nous livre un témoignage sur la figure de son père, Renato. Adjoint à la culture à la mairie de Rome de 1976 à 1985, il a inventé l'Été romain (« Estate romana »), qui a représenté une réponse sans précédent à la peur et aux tensions provoquées par le terrorisme. Grégoire Le Quang analyse quant à lui les mobilisations citoyennes face à la peur suscitée par les attentats de matrice néofasciste et les assassinats ciblés de la lutte armée. Une rapide contextualisation sur les premières réactions de masse d'une partie de la société civile palermitaine aux violences mafieuses introduit les contributions qui traitent de l'antimafia. Ces articles constituent un ensemble inédit qui illustre les différentes facettes de cette mobilisation en Sicile – au sein de la gauche extraparlamentaire (Matteo Di Figlia), dans le milieu jésuite (Diego Gavini) et en politique (Antonino Blando) –, mais aussi en Campanie (Marcello Ravveduto) et en Calabre (Gregorio Sorgonà). La multiplicité des points de vue – militants et locaux – permet de mettre en évidence les caractéristiques communes de la mobilisation citoyenne dans le Mezzogiorno, où la Sicile fait figure de laboratoire. La première mobilisation antimafia de grande ampleur remonte à la fin du XIXe siècle et les initiatives des années 1970-1980 constituent, par le type d'acteurs mobilisés et les répertoires d'action adoptés, un modèle qui se diffuse en Campanie (M. Ravveduto), en Calabre et dans la capitale lombarde. G. Sorgonà souligne d'ailleurs la précocité des premières initiatives contre la 'ndrangheta et bat ainsi en brèche l'idée selon laquelle la société civile calabraise aurait dénoncé plus tardivement les violences mafieuses. De plus, la lecture croisée des contributions met au jour la concomitance des évolutions structurelles des trois organisations mafieuses, qui sont la cause ou la conséquence de leurs conflits internes, et la naissance d'une mobilisation durable. Le renforcement de la puissance criminelle des mafias et la perception de leur dangerosité entraînent la pérennisation de la réaction citoyenne et donc la constitution d'un véritable mouvement antimafia. N. dalla Chiesa met en lumière le rôle clé des proches de victimes et du milieu enseignant qui contribuent à faire de Milan un centre à l'avant-garde de la mobilisation antimafia. Sous la forme originale d'un journal intime sociologique nourri de son expérience politique et intellectuelle, il relie, analyse et compare les deux mobilisations citoyennes, contre le terrorisme et contre la mafia, à l'aune du contexte économique, social et politique du Milan des années 1970 et 1980. B. Tobagi approfondit le rôle joué par les associations des proches de victimes du terrorisme dans la recherche de la vérité historique et judiciaire, souvent entravée par les institutions. Comme elle le rappelle, les victimes des violences politiques et mafieuses partagent un inquiétant record car, dans la majeure partie des cas, les crimes sont (longtemps) restés impunis. La lutte contre l'oubli se charge ainsi d'une double signification : il s'agit avant tout d'un combat citoyen pour ressouder la communauté nationale, mais également d'une bataille pour établir la vérité historique, en mettant les archives à la disposition des chercheurs. Prenant le contre-pied de la logique terroriste et criminelle, les victimes, par leurs mobilisations et leurs témoignages, comblent le vide et le silence, qu'ils viennent des institutions ou qu'ils soient imposés par l'omerta mafieuse.

Insister sur la continuité des mobilisations collectives, de ses acteurs, de ses modes et répertoires d'action invite en outre à reconsidérer l'antienne selon laquelle les années 1980 furent, en Italie

comme ailleurs en Europe, une décennie de reflux politique⁸. Le dossier met ainsi en évidence l'importance des mouvements sociaux qui traversent la société italienne et qui, de la fin des années 1960 aux années 1990, la modifient en profondeur. La cohésion des liens sociaux, qui sont parfois aussi des liens politiques, contribue ainsi, en reconstituant des itinéraires militants singuliers, à dessiner des identités collectives. Si elles connaissent, au fil des années, des imprégnations, des accommodements, des ajustements, les formes d'actions contestataires et de mobilisations collectives se caractérisent par leur continuité. Dans le cas de l'antimafia, les répertoires sont même constamment renouvelés et enrichis au fur et à mesure que de nouveaux acteurs s'intègrent dans le mouvement citoyen. Ces pratiques collectives contribuent ainsi à esquisser les trajectoires biographiques de l'engagement, constitutives d'une construction sociale des identités : les réseaux et les sociabilités politiques y apparaissent en creux. Cette histoire de milieux politiques et sociaux est également une histoire de lieux, lieux du refus de la violence et de mobilisation républicaine – villes et espaces publics – qui, au fil des contributions, permettent de retisser les mailles d'un territoire meurtri par les violences politiques et mafieuses. Le croisement d'histoires intimes et collectives, du temps individuel et collectif met au jour des communautés sociales et politiques qui sont également des communautés émotionnelles. Les contributions des auteurs mettent ainsi en évidence le rôle politique des émotions : l'aversion, la colère, la haine, la compassion, la joie et la peur⁹ y occupent une place importante, notamment lorsque les auteurs ont été impliqués personnellement dans les événements dont ils font le récit. Cette approche sensible, affective et émotive de l'engagement militant donne toute leur place aux « cultures sensibles »¹⁰ qui participent au façonnement des identités collectives. Elle permet en outre de « jeter de l'intelligibilité sur les figures sociales complexes que sont la dénonciation, l'accusation ou la protestation publique »¹¹. Si l'affect est érigé en moteur de la lutte, il constitue un facteur explicatif logique de l'action collective durant les décennies étudiées. « Situer les engagements dans leurs contextes, leurs appartenances sociales et leurs ancrages générationnels »¹² apparaît ainsi nécessaire pour saisir les cultures sociales et identifier les réseaux et sociabilités politiques.

À cet égard, l'influence des mobilisations sociales et politiques du Sessantotto apparaît fondamentale tant elle structure, directement ou indirectement, les itinéraires militants étudiés. La jeune génération qui entre en politique à la faveur du « moment 68 » connaît, à l'âge de ces « années impressionnables »¹³, une expérience de socialisation politique qui structure fondamentalement sa construction identitaire et forge sa culture militante. Le moment 68 constitue donc un moment de rupture entre les jeunes, le Parti communiste et l'Église catholique réformée par le concile Vatican II¹⁴. Si la jeunesse constitue un « temps politique spécifique »¹⁵, l'exposition à cet événement-monstre qui « peut varier en fonction de la classe sociale, du sexe, des histoires personnelles et familiales de chacun » questionne le lien entre expérience individuelle et collective. « La notion de génération implique une histoire collective, consciente ou non. L'unité de la génération est le champ d'expérience commun lié à une conscience d'appartenance »¹⁶ : le fait générationnel offre ainsi une clé de lecture qui permet de retisser les fils entre générations et de saisir les continuités de la mobilisation sociale et politique italienne de la fin des années 1960 au début des années 1990. Notre étude permet de saisir la diversité des itinéraires militants : leurs origines et leurs cultures politiques variées, leurs objectifs – parfois divergents –, leurs contradictions internes. Comme l'écrit Pierre Nora, le « fond de mémoire [des générations] est moins fait de ce qu'elles ont vécu que de ce qu'ensemble elles n'ont pas vécu. C'est ce qu'elles ont en commun derrière elles [...] qui les soude »¹⁷ : il n'est donc pas étonnant que les acteurs et actrices de la société civile impliqués dans la résistance aux violences politiques, terroristes et mafieuses ne soient pas uniquement les protagonistes du Sessantotto. Les trajectoires biographiques de l'engagement se composent et se décomposent au gré de processus, de la conjoncture et des événements remarquables qui, parfois, bouleversent des existences, comme en témoignent plusieurs contributions à ce numéro. À ce titre,

les attentats terroristes ou les assassinats mafieux constituent de véritables « chocs moraux »¹⁸ non seulement pour les proches de victimes, mais aussi pour l'ensemble de la société civile. Le vécu de ces événements traumatiques devient ainsi l'élément déclencheur d'une mobilisation citoyenne qui s'étend bien au-delà de la sphère militante ou de la seule communauté des victimes. Certaines catégories socioprofessionnelles sont toutefois particulièrement actives, notamment dans le milieu éducatif ou culturel. Les enseignants, dont la culture militante a été forgée dans les années 1968, sensibilisent ainsi durablement la génération des jeunes des années 1980 au refus de la violence mafieuse, notamment en faisant témoigner les proches de victimes dans les lycées. Devenue adulte lorsque les juges Giovanni Falcone et Paolo Borsellino sont assassinés en 1992, cette génération vient gonfler les rangs du mouvement associatif antimafia et perpétue l'action démystificatrice auprès des plus jeunes pour priver les organisations mafieuses de leur assise culturelle. Le passage de témoin entre les différentes générations est donc un facteur essentiel pour comprendre le renforcement de la mobilisation citoyenne contre les mafias ainsi que l'importance des jeunes dans le mouvement.

L'investissement de l'espace public et son appropriation en un espace politique vécu¹⁹ par des groupes sociaux divers constituent une caractéristique majeure de la période. Les mouvements sociaux du Sessantotto ont en effet proposé « une autre forme de participation politique, ancrée dans la rue et pas seulement dans les urnes »²⁰. Les manifestations de masse contre les violences politiques et mafieuses font de l'espace public italien – la piazza – un espace d'expression démocratique potentiellement conflictuel, mais légitime, de la société civile. À travers ces lieux de conflits et de revendications, c'est également le rapport complexe que la société civile italienne entretient avec l'État qui est mis au jour par les différentes contributions. Si « la société civile est distincte de l'État », elle est toutefois « mêlée à la sphère plus large du politique » et c'est ainsi « le rapport du citoyen à l'État, du pouvoir politique à l'homme ordinaire » qui est ici interrogé²¹.

Sans entrer dans le débat épistémologique sur la société civile qui dépasse le cadre de notre étude²², nous nous proposons ici de la définir en l'historicisant. La société civile revient comme une réalité ambivalente dans plusieurs articles du numéro. N. dalla Chiesa et G. Sargonà insistent sur le fait qu'elle représente un champ de forces très hétérogène : elle est à la fois le lieu d'incubation d'une sympathie ou d'un soutien tacite envers les organisations terroristes et criminelles et le principal laboratoire d'opposition aux mafias et aux projets subversifs du terrorisme de droite et de gauche. Il est ainsi capital d'identifier, pour chacun des moments-clés étudiés, à quoi / à qui l'expression renvoie et comment elle s'incarne à travers la mobilisation individuelle et collective d'acteurs réunis autour d'une vision commune et consciente de ce que doit être une nation, une société démocratique. La mobilisation d'acteurs divers – citoyens, familles de victimes, militants politiques, enseignants, étudiants, magistrats, certaines franges de l'Église – dessine et construit le cadre de ce qu'est une société civile lorsque des individus s'engagent activement pour défendre ses institutions et faire vivre sa démocratie. Le présent numéro invite ainsi à s'interroger sur la capacité d'action – l'agency – d'acteurs sociaux et politiques qui proposent des formes renouvelées de mobilisation citoyenne et collective dans l'espace public. Ils contribuent ainsi à modifier les équilibres politiques et, parfois même, à faire changer la politique.

La notion de société civile fait d'ailleurs l'objet de vifs débats au sein du monde académique italien. Depuis l'arrivée au pouvoir de Silvio Berlusconi en 1994 puis, plus récemment, avec les succès électoraux du Mouvement 5 étoiles, cette notion a été vivement critiquée et est connotée négativement par un courant historiographique qui tend à dissocier et à opposer société civile et société politique²³. Or, ces mouvements de contestation portés par la société civile peuvent être / sont investis politiquement et la dissociation entre société civile et politique est alors inopérante. L'opposition entre engagement politique et engagement civil relève alors de la fiction : c'est au

contraire la perméabilité entre ces deux composantes qui produit de la démocratie et qui permet parfois de modifier le cours de la vie politique. L'exemple de l'engagement politique de fils et filles de victimes de violences mafieuses au sein de La Rete²⁴ constitue un exemple frappant de transfert d'un engagement civil en expérience politique, de sa transformation en capital politique, qui, il faut bien l'admettre, n'a fonctionné que ponctuellement. Relever la dimension fictionnelle de l'opposition civil/politique ne revient toutefois pas à nier le conflit, les tensions que celle-ci est susceptible de susciter, les résistances également qui lui ont été opposées. La mobilisation antimafia a indéniablement participé à l'affaiblissement de la crédibilité des représentants des partis de la « Prima Repubblica » déjà mise à mal par l'opération « Mains propres », mais elle n'a pas réussi à imposer l'antimafia comme ressource et levier politiques.

Les auteurs insistent sur le lien entre réaction citoyenne et intervention politique qui dialoguent, se répondent, et fusionnent parfois, en créant du politique dans un espace géographique donné. Ils portent ainsi leur attention sur des lieux – Milan, Rome, Palerme –, mais également sur des moments qui non seulement créent de la démocratie, mais font la démocratie. Ils soulignent également, et l'intervention de B. Tobagi est particulièrement éclairante sur ce point, qu'en matière politique, ce qui semble acquis ne l'est pas toujours et que des faits historiques avérés et établis – en l'occurrence la matrice d'extrême droite des stragi italiennes – peuvent être contestés et instrumentalisés par le politique. Le propos lumineux de N. dalla Chiesa l'illustre : « Je me suis rendu compte que la politique et la culture sont vraiment des choses incertaines, fluctuantes, même quand elles paraissent en granit ».

Le rôle de la mémoire – individuelle et collective –, la dette envers les disparus, l'impératif de transmission, de continuité et, dans ce cadre, la prise de parole des acteurs de la société civile sont mis en évidence par les auteurs. Il convient sur ce point de battre en brèche une vulgate largement répandue dans une partie de l'opinion publique et des médias italiens selon laquelle la mémoire des victimes du terrorisme domine aujourd'hui l'espace public. Elles ont commencé à s'exprimer publiquement pour répondre aux témoignages des auteurs des violences politiques des années 1970. Dans le mouvement antimafia, la dialectique entre prise de parole, silence et construction d'une mémoire collective se pose en d'autres termes. Le silence constitue en effet la narration de la domination mafieuse : le témoignage des proches de victimes est d'une part un acte citoyen d'opposition à la criminalité, et de l'autre un puissant vecteur mémoriel. Les associations antimafia relayent et utilisent ces récits personnels pour forger ensuite une narration publique de la lutte contre la mafia. Au-delà de ces dynamiques et temporalités différentes qui caractérisent la prise de parole des victimes de violences politiques et mafieuses, celle-ci constitue un moment fondamental dans la construction de mémoires individuelles et collectives dans la péninsule.

Notes

1. D. della Porta et M. Rossi, *Cifre crudeli: bilancio dei terrorismi italiani*, Bologne, Istituto Carlo Cattaneo, 1984.

2. Les travaux précédents concernent surtout les réactions et les interprétations de la violence terroriste dans le débat public. Voir par exemple M. Tolomelli, *Terrorismo e società: il pubblico dibattito in Italia e in Germania negli anni Settanta*, Bologne, Il Mulino, 2007. Exception faite du volume de J. C. et P. T. Schneider, *Un destino reversibile: mafia, antimafia e società civile a Palermo*, Rome, Viella, 2009, les recherches sur l'antimafia se concentrent avant tout sur la formation du mouvement et les différents acteurs qui le composent (U. Santino, *Storia del movimento antimafia: dalla lotta di classe all'impegno civile*, Rome, Editori Riuniti University Press, 2009 et N. dalla Chiesa, *La scelta Libera: giovani nel movimento antimafia*, Turin, Gruppo Abele, 2014) et bien plus rarement sur des figures de la lutte (voir G. Burgio, *Pio La Torre, Palermo, la Sicilia, il PCI, la mafia: un saggio di*

storia orale, Palerme, Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 2008 et M. Ravveduto, Libero Grassi: storia di un'eresia borghese, Milan, Feltrinelli, 2012).

3. G. M. Ceci, *Il terrorismo italiano: storia di un dibattito*, Rome, Carocci, 2013.

4. Cette expression est utilisée par un des fondateurs de l'association des victimes du massacre de la gare de Bologne. Voir, dans ce numéro, la contribution de B. Tobagi, « Le familialisme moral », note 29.

5. F. Focardi, *La guerra della memoria: la Resistenza nel dibattito politico italiano dal 1945 a oggi*, Rome-Bari, Laterza, 2005.

6. Le premier rapport de la majorité de la commission antimafia dresse une liste de 45 victimes : Commissione parlamentare d'inchiesta sul fenomeno della mafia in Sicilia: relazione conclusiva della maggioranza, 1976, p. 154-155. Voir partie III, chapitre II « La mafia agricola ». En ligne : [http://archiviopiolatorre.camera.it/img-repo/DOCUMENTAZIONE/Antimafia/01_rel_p03_2.pdf] (consulté le 7 janvier 2019). Pour une analyse scientifique, voir P. Basile, D. Gavini et D. Paternostro, *Una strage ignorata: sindacalisti agricoli uccisi dalla mafia in Sicilia 1944-48*, Rome, Agra, 2014.

7. G. Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa: la violenza politica nell'Italia degli anni Sessanta e Settanta (1966-1975)*, Turin, Einaudi, 2009, p. 78-82 et 287-288.

8. M. Tolomelli, *L'Italia dei movimenti: politica e società nella Prima repubblica*, Rome, Carocci, 2015.

9. L. Bantigny, « S'engager : politique, événement et générations », dans *Histoire des émotions*, vol. III, A. Corbin, J.-J. Courtine et G. Vigarello éd., Paris, Seuil, 2017, p. 139-164.

10. C. Prochasson, « La politique comme "culture sensible". Alain Corbin face à l'histoire politique », *French Politics, Culture & Society*, vol. XXII, no 2, 2004.

11. C. Granger, « Le monde comme perception », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no 123, 2014, p. 3-20.

12. L. Bantigny, « S'engager : politique... », art. cité, p. 140.

13. O. Ihl, « Socialisation et événements politiques », *Revue française de science politique*, vol. LII, no 2-3, 2002, p. 134.

14. Dans la réponse au terrorisme et à la mafia, ces deux grands acteurs politiques et sociaux ont joué un rôle déterminant, souvent contesté par les nouveaux protagonistes qui en dénoncent les réticences, les timidités et les compromis. E. Taviani, « Pci, estremismo di sinistra e terrorismo », dans *L'Italia repubblicana nella crisi degli anni Settanta*, vol. IV, *Sistema politico e istituzioni*, G. De Rosa et G. Monina éd., Soveria Mannelli, Rubbettino, 2003, p. 235-275 ; G. Panvini, « Il terzo incomodo. La Chiesa italiana di fronte allo scontro tra Stato e terrorismo di sinistra », dans *Democrazia insicura: violenze, repressioni e Stato di diritto nella storia della Repubblica (1945-1995)*, P. Dogliani et M.-A. Matard-Bonucci éd., Rome, Donzelli, 2017, p. 239-265.

15. L. Bantigny, « S'engager : politique... », art. cité, p. 140.

16. M. Zancarini-Fournel, *Le moment 68 : une histoire contestée*, Paris, Seuil, 2008, p. 64.

17. P. Nora, « Génération », dans Id. éd., *Les lieux de mémoire*, tome II, La Nation, Paris, Gallimard, 2007, p. 3002.

18. C. Traïni, « Choc moral », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux*, O. Fillieule, L. Mathieu et C. Péchu éd., Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 101-107.

19. J. Habermas, *Droit et démocratie : entre faits et normes*, C. Bouchindhomme et R. Rochlitz trad., Paris, Gallimard, 1997.
20. I. Sommier, « Sociologie de l'action collective », dans *Histoire des mouvements sociaux en France: de 1814 à nos jours*, M. Pigenet et D. Tartakowsky éd., Paris, La Découverte, 2014, p. 368.
21. G. Pirotte, *La notion de société civile*, Paris, La Découverte, 2018, p. 4.
22. Sur ce point, voir notamment la synthèse de G. Pirotte, op. cit.
23. S. Colarizi, « Politica e antipolitica dalla Prima alla Seconda Repubblica » et M. Prospero, « Le due ondate di antipolitica », dans *L'Italia contemporanea dagli anni Ottanta a oggi*, vol. III, Istituzioni e politica, S. Colarizzi, A. Giovagnoli et P. Pombeni éd., Rome, Carocci, 2014 ; A. Mastropaolo, *Antipolitica: alle origini della crisi italiana*, Naples, L'ancora del Mediterraneo, 2000 ; A. Burgio, « Note sull'idea gramsciana di "società civile" », *Critica marxista*, no 2-3, 2012, p. 73-78.
24. Pour éclairer cette expérience politique singulière, une recension du livre de Daniela Saresella (*Tra politica e antipolitica: la nuova «società civile» e il movimento della Rete (1985-1994)*, Florence, Le Monnier, Mondadori Education, 2016), réalisée par Arianna Zottarel, est publiée sur le site de Laboratoire italien. En ligne : [<https://journals.openedition.org/laboratoireitalien/2482>].